

La souffrance au travail gagne la SNCF

Les syndicats appellent les cheminots à manifester demain. Ils dénoncent un climat social exécrable, proche de celui de France Télécom, touché il y a dix ans par une vague de suicides.

PAR VINCENT VÉRIER

AVIS DE TEMPÊTE à la SNCF. Un an après un mouvement de grève historique de trente-six jours contre la réforme ferroviaire, adoptée par le Parlement et qui consacre l'ouverture à la concurrence, la fin du statut et la transformation de la SNCF en société anonyme, les cheminots sont appelés à descendre aujourd'hui dans la rue. Une manifestation menée par les quatre syndicats représentatifs, sans appel à la grève nationale, mais avec des débrayages locaux. La SNCF prévoit un trafic normal, à l'exception des TER des Hauts-de-France et du Centre-Val de Loire.

PRESSIONS À TOUS LES ÉTAGES

« L'ambiance dans l'entreprise est détestable et on va le faire savoir », avertit Laurent Brun, secrétaire général de la CGT-Cheminots, première fédération syndicale de la compagnie. Un branle-bas de combat pour un bateau SNCF qui tangué. « La mise en place de la réforme provoque une souffrance énorme des salariés, qui voguent de restructurations en suppressions d'emplois avec un management qui se durcit », décrit Erik Meyer, secrétaire fédéral de SUD-Rail. « Jamais la compagnie n'a incité autant les cheminots à quitter l'entreprise », embraye Roger Dillenseger, secrétaire général de l'Unsa-Ferroviaire. Une atmosphère délétère qui touche la plupart des activités de la compagnie.

« La direction veut dégraisser le mammoth avant l'ouverture à la concurrence en 2020 et augmenter fortement la productivité en échange de la reprise partielle de la dette par l'Etat (NDLR : 35 milliards d'euros), lâche un syndicaliste, éceuré par l'atmosphère dans son entreprise. Et tous les moyens sont bons. Je n'ai jamais vu autant de dossiers dans les commissions de



Restructurations, suppressions d'emplois, durcissement du management : à la SNCF, le climat social se tend. Si l'appel à manifester des cheminots demain ne prévoit pas de mouvement de grève, quelques perturbations locales sur le trafic TER ne sont toutefois pas à exclure.

discipline. » Des pressions qui touchent même des syndicalistes. « Chez SUD-Rail, un de nos délégués vient d'être renvoyé et trois sont sous le coup d'une procédure de licenciement, détaille Fabien Villedieu, délégué syndical. Pareil à la CGT et à la CFDT. C'est du jamais-vu. Toutes les excuses sont bonnes. Ce qui était sanctionné par un avertissement, maintenant, c'est la porte. »

Le 9 mai, la CFDT a écrit à Guillaume Pepy, président du directoire, et à Patrick Jeantet, le président délégué. « A la SNCF, on a tous les ingrédients pour finir comme Orange », lâche Didier Aubert, le secrétaire général de la CFDT-Cheminots. Une allusion lourde de

sens. A la fin des années 2000, France Télécom (devenu ensuite Orange), engagé dans la suppression de 22 000 emplois, avait connu une vague de suicides parmi ses salariés. Sept anciens dirigeants sont d'ailleurs jugés pour harcèlement moral ou complicité.

UNE VINGTAINÉ DE SUICIDES DEPUIS JANVIER

Depuis le début de l'année, SUD-Rail a compté une vingtaine de suicides à la SNCF. Dernier en date, le 6 mai, jour de l'ouverture du procès de France Télécom à Paris. Un cheminot s'est jeté sous le RER D, à la Plaine-Saint-Denis, à quelques mètres du siège de la SNCF. Si le lien entre suicide

et conditions de travail est toujours délicat à établir, quelques cas pourraient faire l'objet de plaintes contre l'entreprise, estiment SUD-Rail et la CFDT. « Cela dépendra des familles, confie des syndicalistes. Mais nous avons des preuves, notamment des SMS. »

A la direction, on reconnaît que la période est difficile. « L'entreprise vit une transformation en profondeur très rapide. » Et la compagnie d'énumérer les différents dispositifs pour accompagner les salariés : formation à l'évaluation des risques psychosociaux (RPS), commission permanente sur les RPS, film de sensibilisation aux RPS et, dernièrement, création d'un atelier

de la transformation sociale. Parmi ses membres, Bruno Mettling, ancien DRH d'Orange, surnommé parfois « le pacificateur » pour avoir retissé le lien social dans l'entreprise après la crise sociale.

Quant aux suicides de cheminots, la SNCF indique que huit ont été reconnus comme accidents du travail depuis 2013. « Mais le suicide d'un collègue est toujours un suicide de trop », insiste la compagnie. Pas de quoi rassurer les syndicats et notamment Didier Aubert, qui, au vu de la réponse de Guillaume Pepy et Patrick Jeantet à sa lettre, interroge : « Y a-t-il encore un capitaine à la tête de la SNCF ? »

TOUTES LES EXCUSES SONT BONNES. CE QUI ÉTAIT SANCTIONNÉ PAR UN AVERTISSEMENT, MAINTENANT, C'EST LA PORTE
FABIEN VILLEDIEU, DÉLÉGUÉ SYNDICAL SUD-RAIL